



## **Vision Brésil n°30, janvier 2012 :**

### **Vision Brésil n°30, janvier 2012: Dilma Rousseff, un an, le Brésil 6° économie mondiale**



Bonjour et bonne année 2012 à vous tous, fidèles lecteurs de Vision Brésil.

Ce n° 30 marque 3 années d'existence de ce blog qui semble toujours rencontrer

vos faveurs et je m'en réjouis. L'aventure va donc continuer en 2012... D'après les statistiques 2011 de WordPress, c'est en France, au Canada et au Brésil que ce mensuel en ligne est le plus suivi.

Au sommaire de cette édition de janvier, un bilan de la première année de présidence de Dilma Rousseff, une interrogation sur le « désert vert » généré par la monoculture de l'eucalyptus, un éclairage sur la carte de la violence au Brésil, hélas encore bien trop répandue et des spéculations relatives à l'avenir économique de cette désormais 6° puissance mondiale, à l'aune d'une année que les turbulences de la crise européenne vont encore certainement marquer.

Bonne lecture, faite circuler Vision Brésil : <http://visionbresil.wordpress.com/>



### **Ce mois, janvier 2012, Dilma Rousseff, un an de présidence...**

Le 1<sup>o</sup> janvier 2011, Dilma Rousseff devenait la première femme à accéder à la Présidence du Brésil. Beaucoup la voyait alors comme une figure de

**transition dans l'attente d'une future nouvelle candidature de Lula, qui terminait lui, son second mandat de chef de l'Etat avec un taux record de popularité : plus de 80% d'opinions favorables. En un an, Dilma Rousseff s'est révélée être une Présidente à part entière, beaucoup plus indépendante que prévu de son prédécesseur et une gestionnaire rigoureuse capable de faire le ménage dans son propre gouvernement et d'imposer ses priorités politiques à sa coalition parlementaire sans verser dans les compromis douteux.**



De Dilma Rousseff en 2011, on retiendra d'abord qu'en 12 mois, elle s'est séparée de 7 de ses ministres, dont 6 pour soupçons de fraude ou de corruption. Une fermeté inattendue dans le nettoyage des arcanes du pouvoir qui a ébranlé toute la classe politique, habituée depuis toujours à des mœurs, disons plus « accommodantes », avec le mauvais usage de l'argent public !

### **Fermeté et malléabilité**

Cette détermination éthique de la nouvelle Présidente a suscité un grand élan de popularité à son égard. Le 7 septembre, jour de la fête nationale, 25'000 personnes défilaient contre la corruption à Brasilia. Hélas, elles n'étaient plus que ... 30 le 15 novembre ! En 2 mois, l'élan de ferveur citoyenne s'est essoufflé, la campagne



moralisatrice de la Présidente aussi, qui pour donner des gages à sa majorité parlementaire, ne cesse de répéter que le « nettoyage » n'était pas sa priorité.

Ainsi, la réforme ministérielle annoncée pour ce mois début d'année 2012, qui devait être le point d'orgue de cet

effort va accoucher d'une souris. Seuls 5 à 9 des 38 ministres vont quitter le gouvernement, et seulement parce qu'ils seront candidats aux élections locales d'octobre prochain.

« Le processus de prise de décisions de la Présidente Dilma Rousseff est tout sauf celui de la ligne droite, analyse Dora Kramer, correspondante du quotidien *O Estado de São Paulo* à Brasilia, il se caractérise au contraire par le va-et-vient. Dans une vision optimiste, cela révélerait une personnalité malléable et pragmatique. Mais dans la réalité, on constate que lorsqu'elle est acculée par les pressions de ses alliés, Dilma Rousseff avance et recule en fonction des circonstances ».

### **Pas de tergiversation sur les priorités**

Regard totalement différent d'un autre correspondant parlementaire à Brasilia, « quand Dilma Rousseff veut défendre ses intérêts et ceux du gouvernement au Congrès, elle ne transige pas ». Ce fût le cas notamment lors de sa première grande bataille



politique, pour la fixation du salaire minimum, au début 2011. Dilma Rousseff s'est opposée envers et contre tous à augmenter ce minimum au-delà des 540 R\$ qui avaient été proposé au budget. Dans la foulée, elle a obtenu la compétence de fixer désormais cette valeur minimum sans devoir recourir à chaque fois à une loi

sanctionnée par les chambres.

La situation s'est répétée fin 2011, l'augmentation du salaire minimum a certes été conséquente, 14%, il passe à 622 R\$ (315 CHF / 260 €), mais la Présidente s'est refusée à revaloriser les retraites des fonctionnaires et les salaires des employés du système judiciaire. Elle a résisté au bras de fer, en prenant le risque que le budget 2012 ne soit pas voté par les Chambres dans les délais. Il a finalement été ratifié par le Congrès, dans l'enveloppe imposée parla Présidente, 10 minutes avant la clôture de la session.



Cette détermination tranche avec le côté bonhomme et consensuel de son prédécesseur Lula et provoque quelques tensions dans l'équipe gouvernementale actuelle. Ainsi, Dilma Rousseff traiterai plus facilement des affaires courantes non pas avec les ministres eux-mêmes,

mais avec les vice-ministres, des hauts-fonctionnaires de sa confiance qu'elle a fréquenté lorsqu'elle était elle-même ministre du gouvernement Lula et qui sont des techniciens plus que des politiques.

### **3<sup>ème</sup> femme la plus puissante du monde**

Cette indépendance de la Présidente semble plaire. Après un an, son gouvernement est considéré comme bon ou excellent par 56% de la population et elle-même jouit d'une popularité de 72%, le meilleur score jamais atteint par un Président après un an d'exercice du pouvoir.



Sur le plan international, la revue Forbes a désigné Dilma Rousseff comme la 3<sup>ème</sup> femme la plus puissante du monde, derrière Angela Merkel et Hillary Clinton. C'est elle qui a prononcé le discours d'ouverture de l'assemblée générale des Nations Unies

en novembre. Toutefois son bilan en politique étrangère est plus nuancé : la nouvelle Présidente a mené une politique plus consensuelle que celle de son prédécesseur, qui l'a rapprochée des Etats-Unis, – le Président Obama s'est rendu en visite au Brésil en mars dernier -, mais face au « printemps arabe, le Brésil continue à tergiverser. Il n'a pas condamné la violence du régime syrien et a tardé à reconnaître le nouveau gouvernement libyen.

La Présidente brésilienne a aussi agacé ses partenaires traditionnels en soutenant la création de l'Etat palestinien et en voulant faire la leçon à l'Union européenne plongée dans la crise budgétaire : « Notre expérience montre que les ajustements récessifs ne font qu'aggraver la conjoncture et le chômage, a-t-elle déclaré. On peut difficilement sortir de la crise sans relancer la consommation et l'investissement. »

### **Droits de l'Homme et « Commission Vérité »**



Dilma Rousseff a tout de même fait avancer des dossiers importants en 2011 dans le domaine des droits de l'homme en faisant approuver la Loi d'accès à l'Information qui ouvre au public les actes officiels et les archives de l'Etat sans restriction. Dans la foulée, une Commission de la Vérité a

été mise en place, chargée de faire toute la lumière sur les abus perpétrés au Brésil entre 1946 et 1988, et plus particulièrement durant la dictature militaire de 1964 à 1985. « Désormais, le Brésil est devenu une nation où la politique de l'Etat est subordonné aux exigences du respect des droits de l'homme » annonce Dilma Rousseff.

« En résumé, conclut Miriam Leitão, journaliste à *O Globo*, en un an, Dilma Rousseff a entrepris, quoiqu'encore discrètement, de lutter contre la corruption, elle a réussi à juguler une inflation à nouveau menaçante sans trop freiner la croissance, alors qu'entre la crise des Etats Unis et de l'Europe et le tsunami japonais, le monde entier se liguaient pour faire trébucher le Brésil, elle a imposé une manière personnelle de gouverner et montré qu'elle n'était pas un pâle clone de Lula. Ce n'est déjà pas si mal ».

## 2012, une année tempétueuse

L'année 2012 s'annonce difficile. Si les comptes de l'Etat ont été bons en 2011, et ont permis de poursuivre la politique de redistribution sociale de la croissance aux plus pauvres, c'est grâce à un résultat fiscal exceptionnel, conséquence de la forte croissance des entreprises en 2010, et à un effort de formalisation des emplois. La recette totale de l'impôt 2011



devrait atteindre un bénéfice record équivalent à 24,77% du PIB, soit 2 points de plus qu'en 2010. Seconde caractéristique des comptes 2011, une baisse significative des investissements de l'ordre de 2,7% par rapport à 2010, qui ont aussi permis d'économiser.

Cette situation ne va pas se répéter en 2012. Avec 2,9% de croissance, seulement, cette année, contre 7,5% en 2010, les rentrées fiscales vont baisser. Par ailleurs, un certain nombre d'investissements publics, qui doivent être fait pour l'organisation de la Coupe du Monde en 2014 ne pourront pas être différés. Le temps presse. « L'équation des comptes 2012 ne s'équilibre pas, constate André Perfeito, le la firme d'investissement Gradual, et il n'est pas certain que le marché accepte une perte de contrôle des comptes publics l'an prochain, même si c'est une situation transitoire. »

## Récupéré l'argent public détourné



Autre souci pour la Présidente, assurer la crédibilité de la campagne de moralisation du gouvernement qu'elle a entreprise en récupérant tout ou partie de l'argent public gaspillé ou détourné. C'est un travail de titan. Le marathon légal pour y parvenir est pratiquement sans fin. Il faut d'abord que les

organes responsables analysent les comptes des subsides qu'ils ont octroyés. Ensuite, s'ils constatent des irrégularités, ils doivent notifier les présumés coupables. Entre les deux étapes, des années peuvent se passer et les personnes disparaître ou changer d'affectation !

Ensuite, en cas de non réponse dans les délais, la justice va intervenir, puis condamner éventuellement les responsables. C'est seulement à ce moment que les autorités peuvent tenter de récupérer le préjudice matériel subi. Il faut évidemment bien plus que le temps d'une législature présidentielle pour arriver au terme de ce parcours ! Les services du Procureur Général de l'Union ont calculé que sur les 67 milliards de R\$ d'argent public soupçonnés d'avoir été dépensé de façon irrégulière depuis 2003, seuls 1,5 milliard a été remboursé. Autrement dit, pour 100 R\$ d'argent détourné, seuls 2 R\$ ont été récupérés !

### Absence d'opposition

Cette impunité administrative freine la maturation politique de la démocratie brésilienne. Le philosophe Marcos Nobre vient de publier une étude sur le comportement des partis vis à vis du pouvoir en place. « Quelques soient les forces au pouvoir, elles obtiennent toujours



une majorité parlementaire suffisante pour ne pas avoir à négocier leurs décisions, et ceci tant sur le plan fédéral que régional. Il n'y a pas d'opposition digne de ce nom dans la vie politique brésilienne. »

C'est ainsi que Dilma Rousseff a l'appui de 16 des 23 partis du Congrès, soit 62% des 513 députés. 19% se déclarent « neutres » et seuls 19% s'affichent « d'opposition ». A contrario, dans l'Etat de São Paulo, gouverné par l'opposition du PSDB, la Chambre des députés est « gouvernementale », même si sa majorité est constituée par le PMDB, allié au PT de la Présidente Dilma au plan fédéral. Tortueux mais bien réel. Dans aucun des 26 Etats du Brésil, un gouverneur n'a aujourd'hui à affronter une opposition qui l'empêche de réunir une majorité simple au parlement régional.

Difficile à comprendre, vu d'Europe ou des Etats Unis où les partis, moins nombreux défendent des positions tranchées. « Au Brésil, la seule position idéologique consistante de l'histoire politique est celle de l'adhésion au gouvernement quel qu'il soit. Le résultat, c'est la paralysie et un faible contrôle démocratique sur la vie publique », conclut Marcos Nobre.

### **Le PT « dilué » par le pouvoir**



A sa création, le Parti des Travailleurs de Lula et Dilma Rousseff a constitué la seule exception à cette règle : « en se construisant sur des liens directs avec les mouvements sociaux et les syndicats, il a réussi à croître sans être au gouvernement, note Marcos Nobre. C'est

l'unique parti qui a démontré jusqu'à présent une capacité à survivre dans l'opposition. Et quand ce parti a accédé au pouvoir, l'opposition a disparu ». Durant sa première année de législature, Dilma Rousseff s'est abondamment servie de cette absence de résistance parlementaire pour faire passer ses priorités. Tout en réussissant à limiter les faveurs politiques données aux députés des partis de sa coalition. Mais tout cela reste un jeu d'équilibrisme instable. La Présidente le sait. Saura-t-elle maintenir sa ligne de conduite ? Si c'est le cas, Dilma Rousseff sera en bonne posture pour faire enfin mûrir la démocratie parlementaire brésilienne.



### **Ce mois en bref, janvier 2012**

**Implants mammaires PIP, au Brésil aussi ; le musée d'Orsay revisité par des brésiliens ; la feijoada carioca patrimoine culinaire ; voitures brésiliennes peu sûres ; le Google Maps de la corruption.**

**Les implants mammaires PIP, fabriqués par la firme française Poly Implant Prothèse sont l'objet d'une polémique mondiale. Fabriqués à partir de silicone industriel utilisé dans l'informatique et les ustensiles de cuisine, mélangé à du silicone à usage médical, ils pourraient**

**provoquer des cancers en cas de rupture. Or ils se rompent fréquemment.**



300'000 prothèses PIP ont été utilisées dans 12 pays différents avant la fermeture de l'entreprise en 2010, dont 25'000 au Brésil. Fondée en 1991, Poly Implant Prothèse est devenu le 3<sup>ème</sup> fabricant mondial d'implants mammaires.

Les autorités sanitaires brésiliennes, cependant, n'envisagent pas de financer une campagne de retrait chirurgical de ces implants comme va vraisemblablement le faire la France où 8 cas de cancers auraient été détectés. Anvisa recommande cependant aux femmes concernées « de procéder à des examens réguliers tous les 3 à 5 ans pour prévenir une rupture éventuelle de la prothèse ».

### **Le musée d'Orsay revisité par des brésiliens**

Au terme de deux ans de travaux, le Musée d'Orsay de Paris a révélé ses nouveaux atours. Parmi ceux-ci, le Café de l'Horloge, situé au 5<sup>ème</sup> étage, à l'extrémité de la galerie des Impressionnistes.

Fernando et Humberto Campana, incontournables designers brésiliens, ont été choisis pour le



réinventer. Le charme bourgeois des bistrots de velours rouge, de bois d'acajou et de pommeaux en laiton, ont fait place à un univers "aqua-onirique" inspirés par l'Italie des ancêtres des frères Campana, la culture brésilienne et la folie urbaine pauliste. Le

«Café Campana » a été réaménagé dans l'esprit d'un hommage à l'Art Nouveau d'Emile Gallé, le verrier lorrain du début du XXème siècle qui avait comme grande source d'inspiration le milieu aquatique, et aux tableaux de Monet.

Aux pieds de la grande horloge de l'ancienne gare, le décor fait désormais place à des paravents constitués d'un enchevêtrement de fils métalliques corail, faisant écho aux corbeilles à pain, de grands panneaux diffusant une lumière bleutée, le tout surmonté de 180 lampes telles un ensemble corolles de fleurs qui seraient formées d'écailles dorées. En exclusivité, la boutique du musée d'Orsay propose à la vente deux des objets créés par les frères Campana au cours de la phase de relooking du café de l'Horloge. La chaise «*Campana*» (Design Fratelli Campana pour Edra – 2011) et la corbeille «*Nuvem* » (Design Fratelli Campana pour Alessi, en édition spéciale pour le musée d'Orsay) qui est l'un des classiques des deux Brésiliens.

*Collaboration : Amélie PERRAUD-BOULARD ([www.lepetitjournal.com](http://www.lepetitjournal.com) – Brésil)*

### **La feijoada carioca patrimoine culinaire**



Un séjour à Rio de Janeiro sans goûter à la feijoada, impossible ! Ce plat typique, composé de haricots noirs, de différentes viandes et saucisses en sauce, de riz, de feuilles chou vert et de farine de manioc est incontournable. Il sera peut-être bientôt un « bien immatériel national classé », si l'IPHAN, l'Institut Brésilien de

Conservation du Patrimoine suit la recommandation lancée par Riotur, la délégation municipale pour le tourisme de la ville de Rio de Janeiro. La décision devrait intervenir avant le lancement des grands événements sportifs que Rio va accueillir, la Coupe du Monde de Football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016.

Et si tout va bien, la dégustation d'une feijoada « labellisée » pourra être accompagnée d'une « cachaça » haut de gamme, la Diamond, un alcool de canne à sucre soigneusement sélectionnées, distillées dans des alambic en cuivre et vieilles 5 ans. C'est surtout l'emballage de la Diamond qui fera la différence, une carafe faite main par les artisans de la soufflerie parisienne Saverglass, enserrée dans une armature d'argent sertie de diamants. Coût de chaque bouteille d'un lot exclusif de

60 pièces, vendues aux enchères sur le site [www.velhobarreirodiamonds.com.br](http://www.velhobarreirodiamonds.com.br), 212'000 R\$ (105'000 CHF / 87'600 €). Une version « nationale » plus dépouillée sera commercialisée au prix de 90 à 120 R\$.

Et puisqu'on parle de gastronomie, sachez encore que manger au restaurant à Rio de Janeiro revient plus cher que partout ailleurs au Brésil : 31 R\$ (15 CHF / 13 €) en moyenne pour un repas principal simple avec boisson, dessert et café, soit 15% de plus que dans les autres villes du pays. Certes, en comparaison européenne, c'est encore raisonnable,



sauf que dans les zones touristiques de Copacabana et Ipanema, le prix grimpe facilement à 35 voire 40 R\$. 4'200 restaurants ont été testés dans tout le Brésil pour cette enquête « Visa/Datafolha, prix moyen des repas, édition 2011 ». En 2010, Rio de Janeiro était seulement numéro 5 au ranking des prix les plus chers.

### **Voitures brésiliennes peu sûres**



Le Brésil est un important constructeur automobile. Hélas les modèles de voiture populaire les plus vendus dans le pays, sont des dangers publics pour les conducteurs et les passagers. Un test de sécurité réalisé par le programme d'évaluation *Latin NCAP* attribue la note 1 sur 5 aux 7 modèles de base des principaux

constructeurs du pays, la Gol Trend de Volkswagen, la Palio ELX et la Novo Uno de Fiat, la Celta et la Corsa Classic de Chevrolet, le modèle Ka de Ford et la 207 de Peugeot. « Ces voitures sont équivalentes aux modèles européens d'il y a 20 ans en arrière » affirment les auteurs du test.

En cause l'absence d'airbags (ils vont devenir progressivement obligatoires dès 2014),

mais aussi une carrosserie dont la structure est plus fragile que celle des modèles équivalents fabriqués en Europe ou aux États-Unis. « Sa déformation peut provoquer de graves lésions pour les passagers ».

L'Association Nationale des Fabricants de Véhicules Automobiles (Anfeva) conteste, affirmant que « tous les véhicules fabriqués au Brésil répondent aux exigences légales en matière de sécurité et d'émissions de polluants » et que « comparer différents pays et différents modèles de véhicules peut amener des distorsions. »

### **Le Google Maps de la corruption**

Créée il y a 6 mois, la carte collaborative de la corruption hébergée sur le service de géolocalisation de Google enregistre déjà plus de 140.000 visites et 200 cas de corruption. C'est bien au-delà des espérances de sa créatrice, la photographe Raquel Diniz le 24 mai 2011. Il y avait alors seulement 20



cas enregistrés. Les internautes, espérant bien faire la guerre aux hommes politiques brésiliens en vue des élections municipales de 2012, l'ont alimentée depuis...

Raquel Diniz a eu l'idée de cet outil lorsqu'elle vivait en Espagne. Là, elle a pu accompagner de près le mouvement des Indignés, et s'inspirer de leur organisation en vue des manifestations, s'appuyant sur les réseaux sociaux. La photographe explique le succès de son outil : *« Le Brésil est suffisamment ouvert à la culture digitale, et la carte a été lancée à un moment d'effervescence politique nationale, l'année où de nombreux ministres de Dilma Rousseff sont tombés pour corruption. Chaque fois qu'un ministre tombait, la carte enregistrait plus d'accès, et plus de cas de corruption publiés »*.

La carte de la corruption brésilienne fait aujourd'hui des émules. Ainsi, le procureur de la République du Tocantins a lancé, il y a quelques semaines, une carte de la corruption pour chaque municipalité de l'État. Raquel Diniz estime que cette année marquera une étape importante, celle de l'essor d'une nouvelle ère digitale où les citoyens prennent possession de l'outil Internet pour mener des combats politiques

partout dans le monde : ” *Aucune carte ne pourra jamais être exhaustive, mais désormais, les gens se préoccupent des actes de leurs hommes politiques* ».

*Collaboration : Stéphane DARMANI ©Green et Vert (www.lepetitjournal.com – Brésil)*



## **Environnement, janvier 2012, le désert vert**



**Entre Diamantina et Araçuaí, les 300km de route du Val do Jequitinhonha traversent une forêt pratiquement ininterrompue d'eucalyptus. Seulement trouée, de temps à autres, par des clairières enfumées, où se dressent les fours à charbon de bois qui transforment les troncs en combustible pour l'industrie automobile des environs de Belo Horizonte, à 600km de là. Cette région est devenue en quelques années, le plus grand désert vert du Brésil.**



« Les choses ont commencé en douceur, explique José Pereira, directeur du Centre Culturel *Luz da Lua* d'Araçuaí, les grandes entreprises de la métallurgie sont venues proposer aux paysans de leur louer leurs terres à bon prix pour 10 ans, afin d'y planter de l'eucalyptus. Beaucoup ont cru qu'ils allaient ainsi

s'enrichir à bon prix. Mais voilà, quand on plante de l'eucalyptus, plus rien ne pousse après. Les paysans ont fini par vendre leurs terres et s'engager comme main d'œuvre sur les fours à charbon, pour des salaires de misère, ou émigrer ».

### **Arcelor-Mittal et les autres**

José Pereira est intarissable sur la question. C'est sans doute le meilleur connaisseur du Val do Jequitinhonha, cette terre de l'extrême nord de l'Etat de Minas Gerais, jadis productrice prospère de diamants et de pierres semi-précieuses, mais aujourd'hui une des régions les plus pauvres du Brésil : « la Fiat (dont la principale fabrique se situe à Betim dans la banlieue de Belo Horizonte) et les autres industriels automobiles du pays (concentrées dans la région de São Paulo) ont littéralement *asséché* la zone. C'est le désert vert, ici. »



Parmi les grands producteurs de la vallée, *Arcelor-Mittal Jequitinhonha*, une filiale d'*Arcelor-Mittal Inox Brasil*, qui exploite 126'300 hectares d'eucalyptus dans les municipalités de Capelinha, Minas Novas, Turmalina, Itamarandiba et Veredinha, en plantation continue.

Arcelor-Mittal dit conserver 20% de cette surface sous forme de *corridors écologiques* afin de préserver « une diversité des espèces nécessaire à la reproduction

de la faune locale ». Les oiseaux en effet fuient les plantations d'eucalyptus où ils ne trouvent plus de quoi se nourrir.

### **Avec la bénédiction du gouvernement régional**

Le développement des activités forestières d'Arcelor-Mittal et des autres a été stimulée par le gouvernement de Minas Gerais qui a mis en place en 2007 un plan ambitieux d'expansion de la couverture forestière, élaboré par l'Association des Sylviculteurs du Minas Gerais (AMS) et le Syndicat de l'Industrie du Fer (Sindifer) sous la dénomination de « Pacte régional de Sustentabilité ».



Selon ce plan, les surfaces déjà plantées en eucalyptus dans l'Etat de Minas Gerais devraient tripler ces 10 prochaines années, passant de 1,2 millions à 3,8 millions d'hectares. 15 milliards de R\$ (7,5 milliards de CHF / 6,2 milliards d'€) seront investis par l'industrie privée et les autorités vont faciliter l'octroi des autorisations de plantation.



« Dans le Minas Gerais, la croissance de l'eucalyptus est une spirale infernale, affirme Marcos Lobato Martins, professeur d'histoire à l'Université Fédérale de Diamantina, il est arrivé avec l'industrie automobile et il se répand à cause des besoins croissant de l'industrie automobile ». L'essentiel

de l'expansion des forêts d'eucalyptus prévue dans le « Pacte de Sustentabilité » se fera dans le Val do Jequitinhonha et dans la région de Rio Doce.

## Un envahisseur d'origine australienne

D'origine australienne et introduit dans le Rio Grande do Sul en 1868, l'eucalyptus couvre actuellement 3 millions d'hectares au Brésil, dont la moitié dans le Minas Gerais. Selon Mauro Chaves, journaliste au *Estado de São Paulo*, l'eucalyptus est la principale cause de la désertification du Vale do Jequitinhinha car « jusqu'en 1990 on y a appliqué un programme de reboisement défini par les autorités militaires en 1964, qui visait la substitution des espèces locales et la conversion terres agricoles en monoculture d'eucalyptus ».

D'après Mauro Chaves, qui a mené une enquête détaillée dans la région, les effets de cette politique ont été l'assèchement des sols, le tarissement des sources, la baisse de niveau des nappes phréatiques, l'appauvrissement des terres et l'extinction de la faune. S'y ajoute un déficit de surfaces agricoles



vivrières et très peu de création d'emplois : il faut un salarié pour 15 ha d'eucalyptus contre 30 pour 15 ha d'agriculture vivrière. Ce processus a donc largement stimulé l'exode rural vers les périphéries urbaines de Belo Horizonte et de São Paulo.

« La question, ce n'est pas l'arbre en soi, explique Mauricio Boratto Viana, géologue à l'Université de Belo Horizonte, dans une étude destinée à une commission de la



Chambre des Députés, il peut s'intégrer dans une agriculture familiale diversifiée. Mais sa monoculture sur des surfaces de 100'000 hectares contigus au Minas Gerais pose problème ».

Hélas, il n'est pas certain qu'une politique de plantation à échelle familiale,

comme le propose aujourd'hui le Secrétariat à l'Environnement de l'Etat de Minas Gerais soit réaliste : 94% de la production brésilienne d'eucalyptus est achetée par un seul client, l'industrie de la cellulose. « La seule bonne solution serait une baisse de la demande mondiale de papier » conclut Mauricio Boratto Viana.

### L'eucalyptus devant les tribunaux

L'industrie forestière se défend de ces accusations. Elle affirme que ces plantations sont utiles pour protéger les forêts natives du déboisement et qu'elles contribuent à lutter contre le réchauffement climatique parce qu'elles séquestrent du carbone. Et qu'en replantant des eucalyptus sur des zones de pâturage déboisées dégradées, elles reconstituent la couverture forestière.



Des études comparatives montreraient même que l'eucalyptus ne consomme pas plus d'eau que d'autres espèces d'arbres.

Récemment, la question de l'expansion de la monoculture d'eucalyptus est devenue une affaire judiciaire. A São Luiz de Paraitinga, dans l'Etat de São Paulo, un procureur a déposé en 2009 une plainte civile contre les entreprises VCP (Votoratim Celulose) et Suzana dont les plantations occupent 20% du territoire communal, « alors que les normes internationales de la FAO préconise de planter un maximum de 5% de ces arbres pour préserver la vocation d'agriculture vivrière d'une territoire donné. »



L'auteur de la plainte, le juge Wagner Giron, reproche encore aux deux entreprises « de tromper les agriculteurs en leur proposant de financer des plantations de jeunes arbres dans des zones de forêt protégées, afin de contourner indirectement la loi. » L'affaire suit actuellement son cours en justice, mais elle est observée avec attention par les différents protagonistes car sa conclusion pourrait faire jurisprudence au Brésil.



## Environnement en bref, janvier 2012

**Green Card pour l'éthanol brésilien; prévention insuffisante contre les pluies d'été; fin de l'amiante au Brésil? Amazonie, déboisement en baisse.**

**Après 30 ans de protection douanière, les Etats-Unis ont enfin aboli l'impôt de 0,54 US\$ perçu sur chaque gallon d'alcool-carburant brésilien importé. Ils ont aussi renoncé au subside de 0,45 US\$ par gallon accordé aux producteurs nord-américains d'éthanol, qui coûtait chaque année 6 milliards d'US\$ au Trésor.**



« Après des années de combat, c'est enfin une victoire pour le Brésil, se réjouit Leticia Phillips, représentante de l'Union Brésilienne des Industries de la Canne à Sucre pour l'Amérique du Nord (UNICA). Et c'est un pas important pour consolider l'éthanol comme « commodities » et fixer

son prix sur le marché international. » Ensemble, Brésil et Etats-Unis produisent et consomment 80% de l'alcool-carburant mondial.

Paradoxalement toutefois, cette abolition des barrières douanière peut déséquilibrer l'approvisionnement en éthanol sur le plan national. Actuellement le Brésil n'exporte que 6% de son éthanol, soit 1,5 milliards de litres, le reste est destiné au marché intérieur. L'UNICA veut décupler ses ventes à l'extérieur d'ici 2022. C'est un mauvais calcul, estime Adriano Pires, consultant au Centre Brésilien des Infrastructures

(Cbie), car avec la généralisation des moteurs flex qui peuvent faire rouler les voitures indifféremment à l'alcool ou au pétrole, le prix de l'essence est devenu plus attractif et les consommateurs délaisent l'éthanol. « Le Brésil roule ainsi avec du carburant sale alors qu'il exporte son carburant propre vers les Etats-Unis. »



Ce qu'oublie de dire Adriano Pires, c'est qu'en 2011, le Brésil a non seulement importé 45'000 barils/jour de pétrole, mais aussi un milliard de litres d'éthanol des Etats-Unis car le prix du sucre, en hausse sur le marché mondial a fait baisser l'intérêt des producteurs à distiller la canne pour en faire de l'alcool-carburant.

### **Prévention insuffisante contre les pluies d'été**



La comparaison est méchante, mais nécessaire. Dans le cadre des émissions de rétrospectives 2011, une chaîne de télévision a opposé les rythmes de reconstruction après catastrophe du Japon atteint par un tsunami

gérant en mars et des inondations qui ont affecté la région montagneuse de Nova Friburgo, Teresopolis et Petropolis, dans l'Etat de Rio de Janeiro, en janvier. Dans le premier cas, toute l'infrastructure routière et ferroviaire a pratiquement été rétablie en 3 mois, au Brésil, seule une minorité des travaux de reconstruction sont achevés un an après le cataclysme.

Mais il y a pire. Le Ministère de l'Intégration Nationale a annoncé mi-décembre qu'il avait recensé 251 municipalités au Brésil dans lesquels existaient des risques élevés d'inondations où de glissements de terrain pour la population. « Il ne faut pas se faire d'illusion, il y aura des morts cette année et les années prochaines pendant la saison des pluies, avertit Aloisio Mercadante, Ministre des Sciences et de la Technologie. Le climat change et les extrêmes s'aggravent au Brésil. Ce que nous faisons, c'est de

tenter de faire comprendre cela à la population ». 178'000 personnes sont concernée par cette alerte.

Prévisions confirmées, les 2 premiers jours de l'année 2012 ont été marqué par des pluies ininterrompues dans les Etats de Rio de Janeiro et du Minas Gerais qui ont fait plusieurs morts et des dizaines de sans-abris. Fernando Bezerra, le Ministre de l'Intégration Nationale reconnaît que ce recensement est loin de



couvrir tous les risques essentiels. « Ce n'est pas l'argent qui nous manque, mais il n'y a pas assez de techniciens capables de procéder à ces relevés. Idem pour la reconstruction dans la région des montagnes de Rio de Janeiro. « Le gouvernement fédéral a mis à disposition 75 millions de R\$ pour refaire les ponts emportés par les crues, mais les autorités locales ont des difficultés à trouver des entreprises pour lancer les travaux ».

### **Fin de l'amiante au Brésil ?**



La production et l'utilisation de l'amiante au Brésil vit certainement ses dernières heures après la décision du Procureur Général de la République de rejeter le dernier recours déposé en 2008 par l'association des fabricants d'amiante contre sa prohibition. La décision du Procureur

devrait entrer en force au premier semestre 2012, ouvrant la voie à une interdiction rapide et totale de l'amiante au Brésil.

L'Institut Brésilien de Chrysotile, qui représente les producteurs nationaux rappelle

que l'unique mine brésilienne de Cana Brava dans l'Etat du Goias fait vivre les 35'000 habitants de la ville voisine de Minaçu (voir Vision Brésil n°3, avril 2009). L'IBC ne prend cependant pas position sur la décision du Procureur Général, se contentant d'affirmer que « la question suit son cours sur le plan judiciaire ».

### **Amazonie, déboisement en baisse.**

Le rythme du déboisement en Amazonie a fortement baissé en 2011, atteignant le chiffre le plus bas depuis 1988, que ces statistiques annuelles sont publiées : 6'238 Km<sup>2</sup>, 11% de moins qu'en 2010. A titre de comparaison, en 2005, le déboisement avait affecté 18'846 km<sup>2</sup>. Les 6'238



km<sup>2</sup> de 2011 représentent toutefois encore une superficie plus étendue que le District Fédéral de Brasilia !

24% des arbres abattus l'ont été dans l'Etat du Pará, suivent le Mato Grosso et le Rondônia, deux Etats où la tendance est à la hausse, le déboisement y a augmenté respectivement de 30% et de 50% en 2011. La diminution du déboisement est continue depuis 2009, mais encore insuffisante aux yeux des autorités qui espèrent le réduire à 4'000 km<sup>2</sup> par an d'ici 2020, afin que le pays puisse respecter ses engagements en matière de réduction des émissions de carbone.

Selon Gilberto Câmara, Directeur de l'Institut National de Recherche Spatiales (Inpe), 21% des surfaces déboisées en Amazonie sont en voie de récupération et 62% transformées en pâturages. « Avec l'encouragement à l'élevage intensif et un meilleur contrôle du défrichement illégal, le gouvernement espère faire de l'Amazonie une région qui consomme du carbone au lieu d'en émettre. Avec les chiffres de 2011, nous sommes dans une phase d'équilibre entre absorption et émission ».



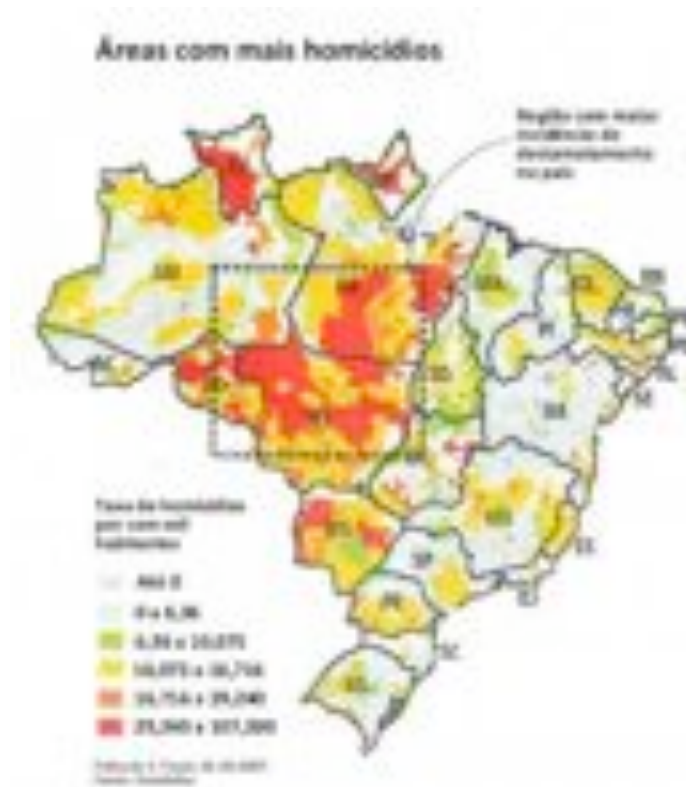
## Social, janvier 2012, cartographie de la violence



**Même si le phénomène des assassinats en masse s'est déplacé du côté du Mexique, à cause de guerre menée contre les autorités de ce pays par les barons de la cocaïne, le Brésil reste un des pays les plus violents d'Amérique latine. En 30 ans, de 1980 à 2010, 1'100'000 personnes y sont décédées de mort brutale. 51'000 en 2003, année la plus violente de cette tri-décennie. Si la cartographie s'est modifiée, la quantité de ces massacres n'a pas diminué, au contraire.**

« En 1980, 13'910 personnes ont été victime de meurtre au Brésil, en 2010, 49'932, une augmentation de 258%, alors que la population totale, elle, n'a augmenté que de 60% ». Júlio Waiselfisz, auteur de l'enquête « Carte de la violence 2012 », réalisée par l'Institut Sagari de São Paulo aligne froidement les chiffres : « la violence a augmenté de façon continue entre 1980 et 2003, puis a baissé significativement entre 2003 et 2005 avant de se stabiliser. En 2010, le taux d'homicide pour 100'000 habitants était le même qu'en 2000, 26 ».

## Un état d'épidémie



L'OMS estime qu'au delà de 10 homicides pour 100'000 habitants, un pays vit dans une situation d'épidémie de violence. 1,1 millions de morts en 30 ans au Brésil, c'est plus que durant les 24 ans de guerre civile au Guatemala (400'000 morts), plus que durant les 9 années de guerre en Irak (110'000 victimes) ou plus que les 125'000 civils tués pendant les 53 ans du conflit israélo-palestinien.

Autre donnée préoccupante de l'enquête de Júlio Waiselfisz, le déplacement géographique de cette violence. L'Etat d'Alagoas, dans le Nord-Est est aujourd'hui le plus frappé, avec 66,8 morts pour 100'000 habitants, suivi de près par la Bahia, 5'288 homicides en 2010, une augmentation de 332% par rapport à l'an 2000. D'un autre côté, la violence a fortement diminué à São Paulo, 4<sup>ème</sup> Etat le plus violent en 2000. Il affichait alors un taux de mortalité violente de 42,2 pour 100'000 habitants, il a rétrogradé au 25<sup>ème</sup> rang en 2010 avec un taux de 13,9 assassinats pour 100'000 habitants. Rio de Janeiro vit la même situation : 7'337 homicides en 2000, 4'193 en 2010, une diminution de 42,9%.

### Déplacement plutôt que diminution de la violence

« On doit se demander si pour boucher un trou on n'en ouvre pas un autre » se demande Júlio Waiselfisz, qui s'inquiète de voir qu'aux efforts des autorités pour faire baisser la violence dans les grandes villes du Sud-Est, correspond une augmentation de la courbe de violence dans le Nord-Est.



José Maria Nobrega, professeur à l'Université Fédérale de Campina Grande dans l'Etat de Paraíba confirme : « la criminalité est arrivée au Nord-Est comme un effet collatéral de l'expansion de la consommation dans la région et de la pacification dans le Sud-Est du pays. La police, mal préparée n'est pas en état de faire face à cette nouvelle vague de criminalité. »



Et José Maria Nóbrega de rappeler que les bons chiffres de Rio de Janeiro et de São Paulo sont dus, pour la première à la mise en place des UPP's, les Unités de Police de Pacification, qui ont repris et occupés les territoires jusqu'alors contrôlés par les trafiquants, et pour ce qui est de São Paulo, par un important effort

d'intégration entre la police, les projets sociaux, la construction de nouvelles prisons et les campagnes de désarmement. A l'origine de ces deux stratégies, un important travail d'investigation et d'incitation à la dénonciation mené avant toute intervention par les forces de police.

### **Une police mal préparée**

« Dans le Nord-Est, il n'y a pas de planification des actions des forces de sécurité. Ce n'est pas une priorité des gouvernements et chacun agit de son côté. Cela a toujours été comme ça, sauf que maintenant, avec l'augmentation de la richesse et le déplacement de la criminalité du Sud



vers le Nord, ça ne fonctionne plus. C'est un échec de l'Etat dans son combat contre la violence et ça doit nous inquiéter. »

A Rio de Janeiro, « l'inventeur » de la stratégie des Unités de Police de Pacification, c'est le Secrétaire d'Etat à La Sécurité José Mariano Beltrame. Il a tout lieu de se réjouir des succès remporté depuis maintenant 3 ans, avec l'installation de 18 UPP's

dans 68 communautés abritant 315'000 personnes. Mais il averti : le combat contre la violence n'est pas encore gagné, la pacification est une affaire de génération. Il compare son action à celle menée dans le domaine économique contre l'inflation galopante, à travers la mise en place, en 1994, par l'ancien Président Fernando Henrique Cardoso du Plan Real.



« Il a fallu une décennie de rigueur et d'austérité pour qu'enfin les résultats de la stabilisation de la monnaie aboutissent à une relance de la croissance qui s'est enfin accélérée, mais seulement depuis 2007. Il faudra certainement plus de temps et beaucoup d'investissements sociaux, pour que toutes les favelas de Rio de

Janeiro soient complètement pacifiées ». Le projet de José Mariano Beltrame, c'est d'installer des Unités de Police de Pacification dans toutes les favelas de Rio d'ici 2020.

### **Prise de conscience nécessaire**

Cette prise de conscience-là n'existe pas encore dans le Nord-Est. Ni l'Etat d'Alagoas, ni celui de la Bahia, pas plus que le Maranhão et l'Etat amazonien du Pará où la violence



explose à cause des conflits de terre n'ont encore projeté une stratégie adéquate de lutte contre la violence. Seules les autorités du Pernambuco ont mis en place un « Pacte pour la Vie », qui a fait baisser la violence de 14% en 2010. Hélas, reconnaît le Gouverneur Eduardo Campos, ces chiffres ne se sont pas confirmés en 2011, « une année très difficile en terme de sécurité ».



Pour éviter une recrudescence des homicides, le Secrétaire d'Etat à la Sécurité du Pernambuco a révoqué l'octroi de congés à 3'200 prisonniers durant les fêtes de fin d'année et suspendu les vacances de 2'500

policiers. Un pis-aller d'urgence qui traduit bien « l'état de guerre » que vit cette

région. En 2010, le Pernambuco a été le 4<sup>ème</sup> Etat le plus violent du Brésil, avec 38,8 homicides pour 100'000 habitants.



## Social en bref, janvier 2012

Les salariés payent plus d'impôts que les banques ; revenu sérieusement en baisse pour les trieurs d'ordure de Gramacho ; le sheriff de Rio de Janeiro ; invasion d'haïtiens.



« L'injustice fiscale brésilienne pénalise la classe moyenne et favorise les banques » affirme le Syndicat National de la Recette Fédérale (Sindifisco) au terme d'une étude dans laquelle il relève que les salariés contribuent à l'impôt à hauteur de 9,9%

**et les banques seulement de 4,1%. De septembre 2010 à août 2011, les personnes physiques ont payé 87,6 milliards d'impôts (44 milliards de CHF / 36 milliards d'€) alors que le système financier n'a versé que 36,3 milliards de R\$ au fisc.**

« Ces chiffres démontrent la politique fiscale erronée du gouvernement qui taxe les salariés à la source au lieu d'imposer la richesse et le patrimoine, juge João Eloi Olenike, Présidente de l'Institut Brésilien de Planification Fiscale (IBPT). Peu de pays au monde procèdent ainsi ».

Les spécialistes en la matière sont divisés sur les raisons de ces choix. Pour Robson Maia, Professeur à l'Institut Brésilien d'Etudes Fiscales, « le Brésil doit adopter un taux équivalent à celui des autres pays pour taxer les institutions financières, sous peine de perdre des investissements ». João Eloi Olenike de l'IBPT considère lui que cette manière de taxer est liée à l'influence politique démesurées des banques. « Dans n'importe quel autre pays, le gouvernement tomberait face à la révélation d'une telle injustice. Hélas, nous n'avons pas cette vocation au Brésil, le peuple est très docile et permet aux autorités de faire ce qu'elles veulent ».



### **Revenu sérieusement en baisse pour les trieurs d'ordure de Gramacho**

Sept mois après les garanties données par les autorités de lancer un programme de substitution de revenu pour les trieurs d'ordure de l'Aterro de Gramacho à Rio de



Janeiro, qui doit fermer fin 2012, l'argent promis reste bloqué. Selon une enquête de l'Institut d'Etudes du Travail et de la Société, le IETS, 2'000 personnes tirent actuellement directement leur revenu de leurs activités sur le site de Gramacho. Un fond de substitution de 10 millions

de R\$ a été promis qui devait être généré par la vente du méthane produit par la

décomposition des déchets, canalisé et récolté sur le site lui-même.

Mais la Présidente de l'Association des trieurs d'ordure de Jardim Gramacho, Gloria Santos, affirme que « notre revenu a chuté de 40% depuis que 3 tonnes de déchets sont maintenant quotidiennement envoyée au nouveau centre de collecte industriel de Seropédica et nous n'avons pas encore vu la couleur d'un seul centavo du fond de compensation ».

Le Secrétaire à l'Environnement de l'Etat de Rio de Janeiro, l'ancien ministre Carlos Minc reconnaît le retard mais affirme qu'une centaine de personnes ont déjà été formé au recyclage sur le nouveau centre de tri construit pour donner du travail aux trieurs de Gramacho et que « l'argent du fond de compensation sera libéré avant la fin de l'année 2011. La Caisse Economique Fédérale avancera ces 10 millions pour combler le retard pris ».

### **Le shérif de Rio de Janeiro**

« Improbable héros des morros », « charisme proche de zéro mais idole populaire et mascotte de couverture des magazines » « incarnation de la vertu morale », 2011 aura été « l'année José Mariano Beltrame » à Rio de Janeiro. Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, concepteur et réalisateur de la politique des Unités de Pacification dans les favelas de la ville est en effet loué et adulé par tant par les médias que par les autorités et l'opinion publique. Il doit son aura à la réussite d'une utopie folle, dont il est l'unique concepteur, libérer une population fatiguée de l'arbitraire du joug des riches barons de la drogue.



Dans les favelas pacifiées, il est salué comme le futur préfet ou le futur gouverneur de Rio. Une perspective qu'il abhorre. José Mariano Beltrame, militaire rigide et catholique militant déteste la politique, pour laquelle il n'a d'ailleurs pas le profil : bien trop peu flexible pour le jeu électoral. Il a par contre la persévérance nécessaire, obsessive, pour atteindre son but, pacifier d'ici 2014 40 complexes de favelas afin de rendre la liberté de circuler à 1,5 millions d'habitants de Rio de Janeiro.



Une tâche nécessaire, mais pas suffisante. « Il y a une erreur de perception dans l'opinion publique du rôle véritable des Unités de Police de Pacification, explique infatigablement le Secrétaire d'Etat à la Sécurité. Elles ne sont pas une fin en soi, mais une étape dans la transition vers un nouveau modèle de tranquillité publique. Il s'agit tout simplement de

réintégrer ces zones d'habitat marginal dans la cité, en permettant à leurs résidents de recevoir de la part de l'Etat les prestations essentielles que sont la santé, l'éducation, l'assainissement des eaux usées, la collecte des ordures et l'éclairage des rues ».

« La pacification ne se résume pas aux UPP's mais elle commence avec elles, parce qu'en libérant les favelas de la dictature des marginaux, elles permettent d'instaurer le dialogue entre les habitants et les autorités légitimes », conclut José Mariano Beltrame.

Son cahier des charges pour 2012 ? Continuer à investir les favelas non encore libérées et surtout nettoyer ses propres services de police de la corruption qui y règne. Car le démantèlement du pouvoir des trafiquants, – plus de 70 d'entre eux ont été arrêtés lors de l'occupation de la Rocinha début décembre, et 260 armes à feu saisies -, a mis en lumière des complicités à tous les niveaux avec les forces de l'ordre. La traque aux policiers achetés par les délinquants pour fermer les yeux va s'intensifier l'an prochain, promet José Mariano Beltrame : « nous allons trancher dans le vif de la corruption. La lutte contre les comportements déviants va s'intensifier, il n'y aura pas de retour en arrière ».



Un promesse qui vise non seulement les « mauvais » policiers en service, mais aussi les activités des « milices », formées de gendarmes, de militaires et de pompiers, retraités ou en service, qui s'approprient illégalement le contrôle de favelas d'où ils

expulsent les trafiquants de drogue.

## Invasion d'haïtiens



En moins de 3 jours, 550 haïtiens sont arrivés dans la petite bourgade de Brasileia, dans l'Etat d'Acre, rejoignant 1250 de leurs compatriotes, en attente d'un visa de séjour humanitaire, dans cette ville qui fait frontière avec le Pérou et la Bolivie. « Désormais, il y a plus d'haïtiens à Brasileia que

de casques bleus brésiliens en Haïti, se désole le maire de la ville. Ils représentent 10% de la population et sont démunis de tout. La situation devient intenable ».

Cette vague d'immigration a commencé en décembre 2010, des familles entières d'haïtiens sans ressource tentent de se refaire une vie au Brésil, attirés par la croissance de ce pays et les grands travaux d'infrastructure comme le barrage de Belo Monte où ils pensent trouver du travail.

La filière s'est structurée depuis, le voyage commence en avion, entre Port-au-Prince et Quito en Equateur, qui n'exige pas de visa de tourisme des haïtiens et se poursuit en bus via le Pérou, jusqu'à la frontière brésilienne. Récemment, une centaine d'afghans, de pakistanais et d'indonésiens ont tenté la même aventure. Ils ont été refoulés à leur arrivée.

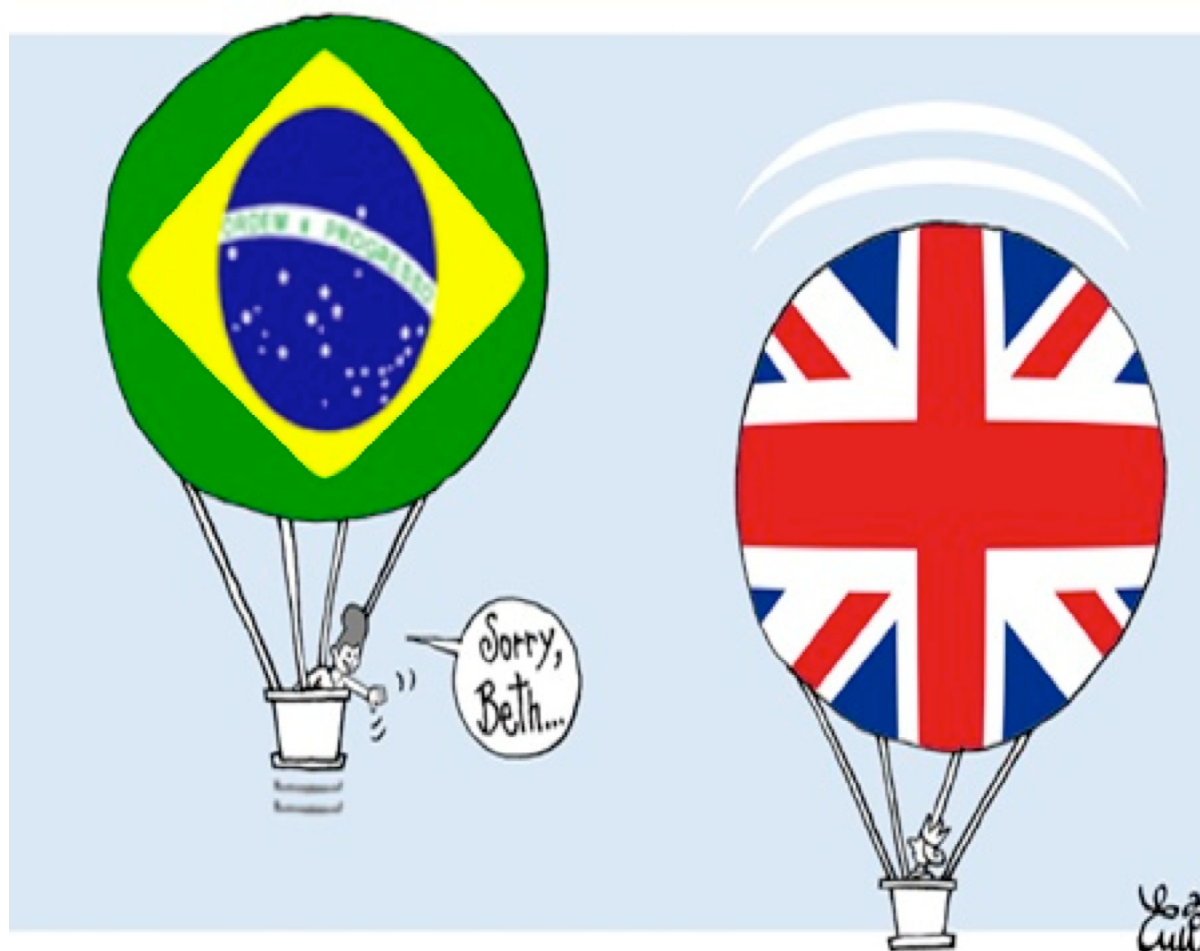


Les autorités soupçonnent une mafia mexicaine d'être à la source de ce trafic, des « passeurs », habitués à faire franchir la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis à des clandestins. Ils exigeraient 2'000 à 5'000 dollars pour acheminer ces nouveaux migrants vers le Brésil. Les autorités brésiliennes ont demandé l'aide du Pérou pour freiner ce trafic. Le Brésil différencie clairement les

haïtiens à qui il donne un visa humanitaire et les achemine vers Manaus ou São Paulo, des migrants d'autres nationalités qui sont immédiatement refoulés.



### **Economie, janvier 2012, croissance en panne en 2011, mais optimisme pour 2012**



**L'année 2011 se termine bizarrement. D'un côté, le Brésil devient la 6<sup>ème</sup> économie la plus puissante du monde, devançant la Grande Bretagne, mais de l'autre, son PIB s'est arrêté de croître au 3<sup>ème</sup> trimestre et aura vraisemblablement stagné aussi au 4<sup>ème</sup> et dernier trimestre, réflexe de la crise européenne. De l'avis de la Présidente Dilma Rousseff, 2012 va être une année économique difficile. Les analystes, eux sont moins pessimistes : l'an prochain devrait se caractériser par une croissance plus forte et une inflation plus faible que 2011.**

Première économie du monde, toutes richesses confondues, les Etats-Unis, suivis de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de la France et maintenant du Brésil qui passe

devant la Grande Bretagne. Ce nouveau ranking mondial est établi par un institut anglais, le Centre de Recherche pour l'Economie et le Commerce (CEBR), qui justifie cet échange de place « par l'effet bénéfique pour le Brésil de la hausse du prix des commodities sur le marché mondial et les conséquences de la crise européenne sur l'économie britannique ».

### Une croissance qui se maintient ?



« Et un petit peu tout de même par la qualité de la croissance brésilienne qui a su maintenir la consommation intérieure grâce à une politique de redistribution et de plein emploi », ajoute Miriam Leitão, éditorialiste au journal O Globo. Ce nouveau classement doit nous réjouir, ajoute Guido

Mantega, Ministre de l'Economie, mais il ne doit pas faire illusion : en terme de Produit Intérieur Brut per capita, le Brésil n'est qu'à la 73<sup>e</sup> place, avec 12'916 US\$, bien loin de la Grande-Bretagne, 26<sup>e</sup> classée, avec 40'000 US\$. « Au rythme actuel, il va nous falloir 20 ans pour atteindre un niveau de vie comparable à celui des européens », conclut le ministre.

Si la croissance brésilienne ne ralentit pas... Sur ce thème, les avis divergent pour 2012. La croissance du PIB a atteint un record en 2010, 7,5% par rapport à 2009, depuis, elle n'a pas cessé de fléchir pour s'arrêter entre juillet et septembre 2011. Au total, l'augmentation atteindra à peine 2,9% cette année, plaçant le Brésil en 30<sup>ème</sup> position en ce qui concerne la croissance et en queue des BRICS. Au début de l'année, les prévisions de croissance étaient de 4,5% Le Brésil est en effet le plus sensible des pays émergents aux fluctuations du marché européen.



## L'industrie à la peine



Le déclin est surtout sensible dans la production industrielle, dont on attendait une performance de 5,3% et qui n'a finalement progressé que de 0,82%, alors que les ventes de produits manufacturés se sont maintenues sur le marché intérieur. C'est donc l'entrée des marchandises importées

en provenance d'Extrême-Orient qui expliquent ce maintien, au détriment d'une industrie nationale fortement affectée par la contraction de ses exportations vers l'Europe.

Autre élément qui a tiré la croissance brésilienne, les investissements étrangers directs, qui ont atteint 60 milliards de US\$, pratiquement le double de ce qui était attendu. Le phénomène s'explique par l'attrait de l'énorme marché intérieur brésilien, en plein boum fin 2010, qui a poussé les entreprises multinationales à renforcer leur présence nationale au moment en plus où l'Europe et les Etats-Unis marquaient le pas.

## Les incertitudes de 2012

Investissements étrangers directs et marché intérieur pourront-ils encore porter la croissance en 2012, comme ils l'ont fait en 2011? En fin d'année, l'emploi a marqué le pas et le marché intérieur s'est contracté. La période de Noël, habituellement une époque de records de vente



a été très décevante, bien inférieure aux prévisions : 5,5% de plus qu'en 2010 au lieu des 8% attendus. Le PIB devrait avancer de 3,1% à 4,5% en 2012, selon les estimations, soit une performance légèrement supérieure à celle de 2011, mais, « l'année prochaine sera difficile admet la Présidente Dilma Rousseff et vu l'ampleur de la crise européenne, il est impossible de faire des prévisions fiables ».

Visiblement, les autorités sont perplexes. Lors du dernier sommet du Mercosur, qui s'est tenu début décembre à Montevideo, Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay ont décidé de relever les droits de douane à l'importation d'une centaine de produits pour lutter contre la concurrence chinoise, mais aucune politique claire de relance industrielle n'est avancée par Brasília. Le Président de la Banque Centrale brésilienne qu'il pourrait continuer à baisser les taux d'intérêts, malgré une inflation en hausse, – elle a dépassé le plafond maximum de 6,5% en 2011 et devrait rester autour de 6% en 2012 -, pour stimuler l'octroi de crédit.



### **Essoufflement à long terme ?**

S'ajoute la hausse de 14% du salaire minimum en 2012, qui va peser sur les finances publiques, mais injectera dans l'économie 47 milliards de R\$ (24 milliards de CHF / 20 milliards d'€). L'impôt sur la farine, le pain, les appareils électro-ménagers, va diminuer, ainsi que le coût du crédit. « Avec moins d'impôts et plus de crédit, l'économie brésilienne va croître en 2012 » indique la Présidente Dilma Rousseff.

Elle se garde cependant bien d'aborder la question de la croissance à long terme qui inquiète plusieurs observateurs : « nous sommes devenus la 6<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, mais ça fait 9 ans qu'on essaie d'échapper à un agenda impératif de réforme de l'Etat nécessaire pour assurer l'équilibre de notre

développement. La croissance du PIB combinée à une amélioration du bien-être social que préconise le gouvernement présuppose une réforme de la prévoyance sociale pour éviter de tomber dans l'impasse que connaît aujourd'hui l'Europe et une réorganisation des comptes publics de façon à privilégier l'éducation, clé d'un développement durable. »

### **Une nouvelle mutation est nécessaire**



A quoi devrait s'ajouter une réduction des coûts de la machine gouvernementale brésilienne, pantagruélique, qui absorbe 40% du PIB actuellement et une hausse significative de l'épargne, elle représente aujourd'hui 20% du PIB, il faudrait qu'elle augmente de 5 points pour permettre une croissance sans soubresauts.

« Après la mise en place du Plan Real en 1994, le Brésil a besoin de faire un nouveau saut, conclut l'éditorial du journal O Globo du 28 décembre 2011. Croissance équilibrée, taux d'intérêt « normal », système éducatif de qualité, infrastructure moderne et performante, impliquant une plus grande participation du secteur privé, donc moins de préjugés idéologiques de la part de Brasilia, voilà la mission des dirigeants brésiliens pour 2012 ».



### **Economie en bref, janvier 2012**

**Le Brésil ne signe pas le traité anti-corruption de l'OMC ; fusion TAM-LAN, c'est fait ; démanteler les vieux avions pour faire de la place sur les aéroports ; l'Oréal se concentre sur Rio de Janeiro.**

**Les pays développés ont signé le 15 décembre au siège de l'Organisation Mondiale du Commerce à Genève un traité établissant des règles pour garantir la transparence des marchés dans les contrats et les achats publics. « Cet accord est un instrument de lutte contre la corruption » affirme Pascal Lamy, Directeur Général de l'OMC. « Il va garantir**

## **L'ouverture des marchés publics pour un équivalent de 600 milliards d'euros » renchérit Michel Barnier, Commissaire européen à la Concurrence.**



Le Brésil s'est abstenu de signer, au grand dépit des Européens et des Etats-Unis qui espèrent pouvoir participer sans restrictions aux appels d'offres liés à la mise en place de la Coupe du Monde de football de 2014 et des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro de 2016. « Ce traité est sans intérêt pour

nous, s'est justifié Antonio Patriota, Ministre brésilien des Affaires étrangères, son application est restreinte à un petit groupe de pays riches et notre priorité est l'ouverture des marchés publics en Amérique latine qui n'est pas concernée par cet accord ».

Questionné si le refus du Brésil n'était pas une carte blanche donnée à la sur-facturation des marchés publics et à la légitimation des pots-de-vin, Antonio Patriote s'est défendu rappelant que lors de la visite du Président Barack Obama à Brasilia en mars dernier, le Brésil et les Etats-Unis avaient lancé une initiative commune pour



combattre la corruption dans les marchés publics internationaux. « D'ailleurs, a-t-il précisé, Hillary Clinton doit venir prochainement au Brésil pour une réunion ministérielle destinée à faire avancer ce projet. Prudente sur ce thème, la Secrétaire d'Etat américaine n'a pas commenté les déclarations de son homologue brésilien.

### **Fusion TAM-LAN, c'est fait**

Le Cade (Conseil Administratif Brésilien de la Défense Economique) a donné son accord pour que la TAM brésilienne et la LAN chilienne fusionnent, devenant la Latam, la plus grande compagnie aérienne d'Amérique du Sud. Toutefois, le Cade a

posé deux conditions : la première concerne les programmes de fidélité différents auxquels appartiennent les deux compagnies, ils devront en sélectionner un seul, dans les 15 jours à venir. Tam appartient à Star Alliance et LAN à One World.



Par ailleurs, LAN et TAM effectuent à eux deux presque tous les vols reliant São Paulo à Santiago : ils devront libérer deux slots pour d'autres compagnies intéressées à des horaires « qui se situent à un moment commercialement intéressant ». Le projet de fusion entre les deux

compagnies avait été annoncé en août dernier. Le tribunal de défense de la concurrence chilien avait déjà donné son feu vert en septembre. Le OK du Cade autorise donc définitivement la réalisation de cette fusion des 2 compagnies qui ont toutefois annoncé qu'elles allaient continuer à voler sous leurs couleurs respectives.

### **Démanteler les vieux avions, pour faire de la place sur les aéroports**

Avec l'augmentation du trafic aérien au Brésil et les perspectives de croissance encore plus fortes ces prochaines années, la question du stationnement des avions de ligne sur les tarmacs devient un casse-tête. Le goulet d'étranglement va s'accroître lors de la Coupe du Monde de



Football de 2014. Or de nombreux cadavres d'avions de compagnies tombées en faillite, mais dont le passif n'a pas encore été liquidé encomrent les aires de stationnement de plusieurs aéroports. En accord avec le Conseil National de Justice, l'ANAC, l'Agence Nationale de l'Aviation Civile a donc pris une mesure d'urgence

pour désengorger ces aéroports : même si les dossiers de liquidation ne sont pas bouclés, certains avions vont pouvoir être démantelés et envoyés à la casse.



Ce programme « Espace Libre sur les Aéroports » a symboliquement débuté par le démontage de 3 Boeings 727 Cargo de l'ancienne Varilog, stationnés sur l'aéroport international de Rio de Janeiro. L'opération a duré 3 jours. Mais sur l'aéroport de Rio de Janeiro, il reste encore dix avions gros porteurs abandonnés. Et 57 autres

sont disséminés dans le reste du pays. « D'ici février, nous allons libérer 10% du tarmac de l'aéroport de Congonhas à São Paulo », un des aéroports les plus encombrés du Brésil, promet l'ANAC. Et démanteler encore 7 autres aéronefs de l'ancienne Varig à Rio de Janeiro et à Manaus.

Reste un autre problème, les avions privés de petite dimension. Il y en a 118 abandonnés sur les aéroports brésiliens. Le problème de leur évacuation est plus compliqué que celui des appareils des compagnies commerciales car le statut des propriétaires n'est pas toujours clair. Plusieurs de ces appareils immobilisés par exemple ont été saisis par la police dans le cadre de la répression du trafic de drogue et les enquêtes les concernant ne sont pas toutes terminées...

### **L'Oréal se concentre sur Rio de Janeiro**

L'entreprise de parfumerie L'Oréal a signé un accord avec le Gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro afin d'installer un centre de recherche et d'innovation dans l'île du Bom Jesus, voisine du Parc Technologique de l'Université Fédérale de



Rio de Janeiro. La multinationale française va investir 70 millions de R\$ (35 millions de CHF / 29 millions d'€) dans la construction d'une unité qui occupera 28'000 m2. 150 emplois seront créés d'ici 2015.

L'Oréal justifie le choix de Rio de Janeiro par le fait qu'elle est déjà implantée dans cette ville, mais aussi « parce que la diversité de la population locale permet de rassembler en ce lieu pratiquement tous les types de cheveux existants au monde ». Avant de se décider pour Rio, l'Oréal a reçu des propositions de la part de Campinas et São Paulo.



## Lettre du Para, janvier 2012, Fordlândia et Marabá

**Le 11 décembre, les citoyens du Pará ont choisi à une forte majorité de renoncer à scinder leur territoire en 3 entités distinctes, comme le proposait le référendum qui leur était soumis. Bélem restera donc la capitale unique de cet Etat, le second en superficie, après celui**



**d'Amazonie, mais qui rassemble à peine 7 millions d'habitants, dont plus de la moitié résident dans le grand Bélem. Le reste du territoire, 522'845 km2 est presque vide, composé à 72% de réserve forestière, mais assis sur un formidable trésor minier : 80% des réserves nationales de bauxites, 77% de celles de cuivre, 15% des réserves d'or et**

**second producteur de fer du Brésil. Le Pará a donc été depuis toujours une terre d'aventures, de rêves de grandeur souvent déçus et de richesses qui ne se réalisaient pas...**

Ainsi, dans les années 1920, Henri Ford, alors l'homme le plus riche des Etats-Unis a voulu recréer de toutes pièces un empire du caoutchouc près de Santarém, dans l'ouest de l'Etat. Plus tard, le régime militaire a cherché à faire de Marabá, dans le sud de l'Etat, une capitale avant-gardiste mondiale du minerai de fer. 2 aventures sans lendemain qu'on évoquera ici.

## **Fordlândia, une utopie sans lendemain**

L'histoire de Fordlândia est racontée dans un livre qu'on doit à l'historien américain Greg Grandin. En 1920, Henri Ford produisait avec sa fameuse Ford T la moitié de toutes les voitures vendues dans le monde. Mais pour parfaire son empire, le génial industriel voulait se rendre indépendant de ses fournisseurs. Il a donc



caressé le rêve de produire son propre latex, afin de fabriquer de manière autonome les pneumatiques de ses voitures.

Henri Ford s'est alors lancé dans un projet mégalomane, fonder en pleine Amazonie une ville nouvelle, qui devait fonctionner comme une vitrine de l'efficacité économique, – le travail à la chaîne –, et du paternalisme social inventé par lui-même, et dont il a fait le fer de lance de ses rapports avec ses ouvriers. Fordlândia devait être surtout un monde libéré des acteurs qu'Henry Ford abhorrait dans son rapport au monde industriel de l'époque : les politiciens, les banquiers et les syndicalistes.

## **Une aventure inadaptée à la réalité brésilienne**



Evidemment, le Brésil du début du XX<sup>e</sup> siècle ne s'est pas laissé courber aux désirs du magnat de Détroit et l'environnement forestier se prêtait mal à l'édification d'une cité utopique basée sur modèle nord-américain. Henri Ford s'est donc fait d'abord rouler par des

intermédiaires qui ont profité de la situation pour se remplir les poches, il s'est ensuite fait manipuler par

les autorités régionales du Pará, avant de devoir constater que la production de caoutchouc sur les terres qu'on lui avait conseillé d'acquérir était tout sauf rentable.

Sans connaissances botaniques suffisantes, ses émissaires ont planté des milliers d'hévéas côte à côte, sur le modèle de ce qui se faisait en Indonésie, c'était exactement ce qu'il ne fallait pas faire dans cette région. Car contrairement à l'Asie du Sud-Est, en Amazonie, l'hévéa est sensible à un parasite endémique qui se répand comme la poudre lorsque l'arbre est planté en système de monoculture. Des centaines de travailleurs furent dépêchés par les hommes d'Henry Ford, pour faire la chasse manuellement, au lézard véhiculant ce parasite, une opération évidemment vouée à l'échec.

En 1945, Henri Ford jette l'éponge. Atteint de sénilité, il remet le projet Fordlândia à son fils Henry Ford II. Très rapidement, Henry Ford II se débarrasse de ce boulet en le « cédant » au gouvernement brésilien pour 244'000 dollars. L'aventure a pourtant coûté 20 millions de dollars de l'époque et englouti 8 millions d'hectares de terres. Aujourd'hui, on ne produit plus de caoutchouc à



Fordlândia, mais il reste les vestige d'une cité construite en damier qui laisse encore imaginer les villas propres, entourées de jardins coquets, qui ont abrité les ingénieurs dépêchés par Ford pour concrétiser son rêve.

<http://www.guardian.co.uk/books/2010/mar/21/fordlandia-greg-grandin-book-review>

### **Marabá, le rêve d'une capitale grandiose**

A l'autre bout de l'Etat du Pará, la ville de Marabá, adossée au complexe de Carajas, le plus grand gisement de fer à ciel ouvert du Brésil vit une frustration du même ordre. A l'époque du miracle économique des années 1970, le régime militaire voulait faire de l'Amazonie, cette « terre sans hommes », le lieu d'enracinement des « hommes sans terre » victime de la sécheresse du Nord-Est et le creuset de la modernisation du pays. D'immenses projets, tels le barrage de Tucuruí ou la ligne de chemin de fer

Carajas – São Luis do Maranhão voient le jour dans le sud-est du Pará, et Marabá allait être la ville symbole de cette ère nouvelle.



Là encore, les espoirs ont déçu. En 1985, je me suis rendu à Marabá, afin de réaliser un portrait de cette ville pour « Le Journal de Genève », un quotidien aujourd'hui disparu. Je vous propose, à travers une relecture de cet article, de replonger dans cette « utopie amazonienne » de l'époque.

Article – La nouvelle République au fond de l'Amazonie



**LETTRÉ DE MARABA**

# La nouvelle République au fond de l'Amazonie

De notre correspondant: Jean-Jacques Fontaine

■ Ça ne peut exister qu'en Amazonie... Une ville de 200 000 habitants, qui plus est planifiée lors de sa construction, où les différents quartiers ne communiquent pas entre eux? Car Maraba est formée de «Maraba-la-Vieille», centre traditionnel un peu décrié-

pl dont les rues en damier forment la trame, «Cité nouvelle», construite dans l'axe, le long de la transamazonienne, et «Maraba-la-Neuve» où le défilé architectural atteint son sommet.

Les urbanistes avaient prévu de bâtir cette zone

résidentielle sur le modèle d'une feuille de chéquier, arborescent de la région. Chaque quartier est une partie de la feuille. Les rues en sont les nervures. Belle image... Mais dans la pratique, cela ne s'avère pas très opérationnel. Comme les veines de la dite feuille, les avenues s'incurvent. D'une partie de la feuille à l'autre, c'est-à-dire d'un quartier à l'autre, (mais les quartiers s'appellent feuilles), impossible de se joindre. Vous pouvez voir votre voisin à 50 mètres, s'il habite dans une autre «feuille», il vous faudra faire un détour de 3 km pour lui rendre visite! L'image n'est pas claire? Pas étonnant, personne ne s'y retourne à Maraba-la-Neuve.

### La porte à côté

Essayons une autre image: ouvrir votre main. Chaque doigt est un quartier. Vous habitez au sommet du médium et vous voulez vous rendre au bout de l'annulaire. La porte à côté. Seulement, si vous ne savez pas voler, il vous faudra descendre tout un doigt et en remonter un autre. C'est exactement ce qui se passe à Maraba. Avec un plaisir en

● Suite en page 14

**LETTRÉ DE MARABA**

# La nouvelle République au fond de l'Amazonie

● Suite de la première page

prémi: les routes ne sont pas goudronnées. Quand il pleut, ça va, on risque juste de s'embourber. Mais quand le temps est sec... la ville disparaît derrière un nuage de poussière. Un brouillard impénétrable à travers lequel les voitures foncent à 80 km/h, phares allumés en permanence, à toute-accélération par dessus les rails de piste!

C'est veille d'annes électorales, à Maraba, le 15 novembre, on désignera le préfet au suffrage universel, ce qui ne s'est pas produit depuis 1971. Car Maraba est un centre névralgique dans le Sud du Pará: tout autour, les champs de terre les plus violents que connaisse le Brésil. A un jet de pierre, la Serra Pelada et ses 50 000 chercheurs d'or. Un peu plus loin, à main gauche, Carajás, le plus grand gisement de fer du monde. A main droite, le barrage de Tucuruí. Au sud, les fermes géantes dont les noms sont devenus célèbres: Rio Cristalino de Volkswagen, Nadorf, Jato. Pas étonnant, donc, que les généraux aient fait de Maraba une «zone de sécurité nationale», administrée directement depuis Brasília. La population n'a rien à dire!

### La relève des notables

Y résistent et y résistent encore les plus fidèles supporters du feu régime militaire. Le député Curio, par exemple, qui s'est illustré dans le massacre de gauchistes lors de la répression de la guérilla de l'Araguaia, puis en polissant le gisement de Serra Pelada. Il était major de la police fédérale. Mais aussi le GETAT, Groupe exécutif des terres de l'Araguaia-Tocantins, chargé de faire respecter l'ordre dans le domaine foncier. Jusqu'à peu, c'était une véritable course, course de bulldozers et de soldats en armes. Le GETAT s'est largement distingué dans la chasse aux possessionnaires, occupants sauvages de terres en friche!

Maraba est en train de vivre un bouleversement sans précédent. Curio, même s'il est député fédéral de la ville à Brasília, a perdu bien des appuis. Le GETAT a essuyé ses portes et changé de président. La vieille oligarchie marabite est en perte de vitesse. Les projets grandioses de la Vale de Rio Doce, autour de Carajás, ne sont plus en ordre de bataille. Le 15 novembre, un préfet sera élu... Il apparaîtra vraisemblablement au PMDM, le parti de José Sarney. Le parti, lui, des nouveaux industriels et de l'agriculture moderne. Qui en ont plus qu'assez de contrôler discrètement qu'arbitrairement sur la ville les Rodões de la chéquier. Dans l'opinion publique, ce sont eux, assurés lui, les faiseurs de miracles, qui arment les postérieurs.

Ces derniers ont aussi leur candidat: Vera Matias. Qui a hérité pas à chercher sa campagne sur le mode «lui, le PMDM ne gagnera pas, ça leur aura empêché de gouverner. Le Brésil a

besoin d'un pouvoir fort sinon nous ferons séparer l'ordre nous-mêmes.» Le 15 novembre est proche. Pour l'instant, ceux qui ne font pas directement la politique locale, mais en subissent les effets, comprennent les coups. Ce sont les paysans sans terre, les chercheurs d'or, les vendeurs de rue, les chômeurs... Ils attendent avec curiosité et un certain espoir la réalisation des promesses du ferret. Après le 15, le PMDM a intérêt à agir vite, à frapper fort. Sinon, Maraba retombera dans son chaos, sa violence et sa poussière. Même si c'est au nom de la nouvelle république.

En attendant, les candidats font assaut de démagogie. Chacun goudronne un bout de la transamazonienne. Leur popularité se mesurera en votes aux élections. Hélas, d'ici le 15, ces troupes tout nerveuses n'auront pas le temps de se rejoindre. Après, chacun le sait, les bétonneuses s'évaporeront!

Jean-Jacques Fontaine

